

La vie quotidienne dans les Molenbeek français



La police belge, rue de la Carpe, à Molenbeek le 19 mars dernier - Crédits photo : NICOLAS MAETERLINCK/AFP

Vox Societe (<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/>) | Par Alexandre Devecchio (#figp-author)

Mis à jour le 29/03/2016 à 16h26

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Le ministre de la Ville, Patrick Kanner, a estimé qu'une «centaine de quartiers en France» présentent des «similitudes potentielles avec Molenbeek». Guylain Chevrier décrit la vie de tous les jours dans ces territoires perdus de la République.

Guylain Chevrier est membre de la mission laïcité du Haut Conseil à l'Intégration (2010-2013), formateur en travail social et chargé d'enseignement à l'université, docteur en histoire.

Molenbeek est devenu un symbole: celui d'une enclave communautaire où se mêle banditisme, fondamentalisme religieux et terrorisme. Pour beaucoup d'observateurs, il existe des Molenbeek français. Où se trouvent-ils?

Guylain CHEVRIER. - De plus en plus de quartiers, en France, prennent cette direction. Le ministre de la ville, Patrick Kanner, au lendemain des attentats de Bruxelles, **a estimé qu'une «centaine de quartiers en France» présentent des «similitudes potentielles avec Molenbeek»**

(<http://video.lefigaro.fr/figaro/video/patrice-kanner-une-centaine-de-quartiers-en-france-ont-des-similitudes-avec-molenbeek/4819085005001/>). La Seine-Saint-Denis est évidemment un département en première ligne, mais de Sevran (93) à Trappes (78), de Roubaix (59) au Mirail à Toulouse (31) en passant par Lunel (34), il y a tout un panel de quartiers qui, à différents degrés, sont en risque de glisser vers le pire: hauts parleurs mis sur les tours d'une cité populaire pour appeler à la prière pendant le ramadan ; fermeture des antennes jeunesse le vendredi après-midi pour permettre aux animateurs d'aller à la prière ; club de prévention où les signes religieux ostensibles sont affichés par les travailleurs sociaux œuvrant pourtant dans le cadre des missions de l'Aide sociale à l'enfance, et donc du service public ; salon de coiffure réservé aux seules femmes voilées ; salle de gym unisexe avec salle de prière intégrée ; piscine ouverte selon des horaires réservés uniquement aux femmes; impossibilité de boire un café pour une femme d'origine maghrébine pendant le ramadan dans un service municipal ; mosquée salafiste...

Une des caractéristique de ces dérives, c'est bien l'utilisation des religieux comme moyen pour les élus d'acheter la paix sociale, en les laissant ré-encadrer les populations immigrées en échange de voix

La journaliste belgo-marocaine, Hind Fraihi, qui a infiltré pendant deux mois en 2005 les quartiers islamistes de Molenbeek, en a tiré un ouvrage publié en français, «*En immersion à Molenbeek. L'enquête qui aurait dû nous alerter!*» (La Différence). Elle explique comment l'Arabie saoudite et certains états du Golfe «exercent une influence importante à travers l'idéologie extrémiste du wahhabisme avec des publications où il est clairement écrit qu'il faut tuer les mécréants et les juifs, que les femmes doivent rester voilées et au foyer, que la loi islamique l'emporte sur la loi démocratique. C'est le contenu de toutes les lectures. Elles sont diffusées dans les mosquées légales ou clandestines, les librairies, les sièges d'associations de la commune. (...) Il y a aussi une sorte de laxisme, notamment à Molenbeek, avec un clientélisme calculé de la part des partis envers les électeurs belgo-marocains vivant dans cette commune.»

Une des caractéristique de ces dérives, c'est bien l'utilisation des religieux comme moyen pour les élus d'acheter la paix sociale, en les laissant ré-encadrer les populations immigrées en échange de voix, comme le dénonce la porte-parole de l'association «Brigades des mères» de Sevrans, Nadia Remadna. Ce qu'a dit François Pupponi, député-maire PS de Sarcelles (95), répondant à cette dernière lors de l'émission *Des Paroles et des actes* consacrée au thème «L'Europe face au terrorisme» sur France 2, le 24 mars dernier, au lendemain des attentats de Bruxelles, est significatif de ce climat, lorsqu'il explique être pour le halal ou le cacher à l'école publique, si cela permet d'y garder les enfants musulmans ou juifs pour qu'ils n'aillent pas dans les écoles religieuses. Un argument de plus à la confusion ambiante, qui tire un trait sur la laïcité à l'école lorsqu'il serait si important de ne pas lâcher sur les valeurs de la République, qui seules peuvent permettre de rassembler l'ensemble de nos concitoyens autour de ce qui fait le «bien commun», l'intérêt général. Cet argument n'est-il pas un bon exemple de ce qui peut servir à justifier le clientélisme politico-religieux en toute bonne conscience?

On se souvient qu'après les attentats de Paris, des terroristes s'étaient cachés à Saint-Denis et avaient sans doute bénéficié de solidarités locales. Saint-Denis est-il le Molenbeek français?

Il est toujours risqué d'assimiler des réalités différentes, bien que l'on puisse ici dégager certains traits communs. Il y a effectivement eu des soutiens locaux, qui ont été révélés dans l'enquête autour de la planque de Saint-Denis des terroristes des attentats de Paris de novembre dernier. Mais de façon plus insidieuse, il y a tout un contexte à haut risque qui entoure la vie quotidienne à Saint-Denis et dans d'autres banlieues, qui crée un cadre favorable à ce que des terroristes potentiels se fondent dans la masse en étant protégés par un environnement très communautarisé où règnent le silence, l'omerta, où les religieux sont tout-puissants.

Il y a des forces obscurantistes à Saint-Denis qui ont depuis longtemps pignon sur rue (<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2015/11/23/01016-20151123ARTFIG00315-le-communautarisme-facon-saint-denis.php>). Dans le conseil municipal, certains flirtent avec l'islam politique. On observe des attitudes qui sont le reflet d'un jeu dangereux mené depuis de nombreuses années sous le

signe du clientélisme politico-religieux. Il y a une communautarisation qui va avec ce fait qui est significative d'une évolution de certaines de nos banlieues qui déjà sont en perdition, et où la radicalisation gagne chaque jour du terrain.

Peu après l'assaut du Raid pour interpellier les auteurs des attentats du 13 novembre, l'universitaire Fewzi Benhabib, menacé de mort par les islamistes du FIS dans son Algérie natale, décrivait Saint-Denis «à l'heure de l'islamisme». Certaines villes sont-elles entièrement sous la coupe des religieux?

Un noyau communautariste n'a cessé de se développer pour dominer aujourd'hui la situation dans certains quartiers qui, à tout le moins, sont sous la coupe des religieux. Lorsque l'on entend les habitants de la Seine-Saint-Denis s'exprimer sur le sujet, c'est éloquent. Le 3 décembre dernier, je suis intervenu à Saint-Denis sur le thème «Pas de progrès social sans laïcité», non sans avoir dû d'ailleurs m'affranchir de menaces venus de soutiens des Indigènes de la République. On a entendu à cette occasion de la part de nombreux habitants du département présents, un vrai cri de détresse au regard **de la place que prennent aujourd'hui les salafistes dans certains quartiers populaires où ils font la loi** (<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2015/11/18/01016-20151118ARTFIG00122-en-seine-saint-denis-chez-les-salafistes.php>). Ce qui est nié par bien des élus locaux.

La journaliste Hind Fraihi parle à propos du communautarisme à Molenbeek, d'un «totalitarisme très visible dans la vie publique»

Existe-il un lien entre communautarisme, radicalisation et djihadisme?

La journaliste Hind Fraihi parle à propos **du communautarisme à Molenbeek** (<http://www.lefigaro.fr/international/2015/11/17/01003-20151117ARTFIG00345-au-coeur-du-molenbeekistan.php>), d'un «totalitarisme très visible dans la vie publique (...) Il existe chez les familles prise dans cette influence une grande fixation sur le Proche-Orient, à travers les chaînes de télévision satellitaires, au détriment de l'Europe, ce qui les éloigne des sociétés occidentales où elles se sont

établies. Autrement dit, physiquement, ces familles se trouvent en Belgique, mais, mentalement, leurs esprits sont au Proche-Orient ou au Maroc.» On voit comment le fossé s'est creusé à l'abri des regards dans les esprits.

Il y a une forme de religieux contraire à la liberté de l'individu parce qu'elle le dépossède de son libre choix, s'attaque à la citoyenneté, et donc à la démocratie, le communautarisme. L'enfermement communautaire, relatif au refus du mélange au-delà de la communauté de croyance, est la première étape d'un processus de mise à part, d'auto-exclusion, qui va rompre le lien avec la société, dans l'ombre des murs duquel l'endoctrinement peut faire tranquillement son œuvre. Le salafisme, qui sévit de plus en plus en banlieue, en est la dérive la plus visible, mais elle commence bien avant, avec la soumission à un ordre patriarcal sacré contraire à l'égalité entre les sexes, et, sur fond de conflit israélo-palestinien instrumentalisé en le plaquant sur la France, un antisémitisme viscéral qui s'est répandu massivement dans les quartiers chez les jeunes et même les très jeunes d'origine extra-européenne, comme un symptôme.

C'est sous ce signe que l'on va jouer de tous les ressentiments en les exaspérant par un affrontement organisé avec la République, à travers des revendications communautaires à caractère religieux qui entendent bien marquer l'antagonisme entre un individu libre de ses choix rejeté, et la surdétermination du groupe religieux de référence. L'effacement de l'individu favorise la dévalorisation de l'existence pour soi, qui mène à la banalisation du sacrifice au nom de la grande cause du groupe, d'autant qu'on promet au martyr la première place dans l'ordre d'un paradis, désigné comme le seul vrai but promis après la mort, qui en rajoute une couche à cette dévalorisation de la vie terrestre.

«Dans certains territoires, on observe un enfermement mental dans des schémas rigides, un endoctrinement tangible, un communautarisme certain et parfois même une application de la loi de la charia...»

André Gerin, maire honoraire de Vénissieux

Quelle est la responsabilité des élus locaux dans cette dérive?

La journaliste Hind Fraihi explique aussi très bien comment on a empêché de voir les choses arriver: «Je me suis heurtée au mur du politiquement correct. En France, vous connaissez le même phénomène. On ne peut pas nommer les choses négatives quand cela concerne l'islam, l'intégration, les musulmans et l'émigration, sans être traité d'islamophobe et de raciste.» C'est d'abord ce climat entretenu par toute une sphère médiatique et politique qui a interdit de prendre la mesure des choses, entre une sous-estimation incroyable et une tolérance aveugle.

Peu ou prou, les élus ont cru que le retour du religieux par l'islam des quartiers était un mauvais moment à passer, qu'il fallait faire le dos rond, aménager, et qu'à la fin, tout ça rentrerait dans l'ordre presque tout seul. Ils se sont lourdement trompés. Ils ont à la fois sous-estimé les risques d'assignation, par pression communautaire, de nos concitoyens venus de pays maghrébins ou africains uniquement à l'islam, reflets pourtant d'une diversité culturelle bien plus riche, confisquant leur liberté, mais aussi et de façon concomitante par cette confiscation, affaiblissant la République. Le Printemps arabe avait pourtant donné des signes, mais comme pour l'Algérie au pire moment de la guerre civile, on a renvoyé dos à dos démocrates et islamistes, sous prétexte de respect des cultures, du religieux, en niant le caractère universel des Droits de l'homme, de l'égalité hommes-femmes.

On a aussi, et il faut le rappeler, laisser la République dans la confusion totale entre l'apparition en juin 1989 des premiers voiles dans un collège de Creil, et la loi d'interdiction des signes religieux ostensibles dans l'école publique du 15 mars 2004. Pendant quinze ans on a ainsi facilité, sous les auspices de cette République au message brouillée, la montée de l'islamisme dans les quartiers. Les élus ont été dans l'aveuglement, mais aujourd'hui ils sont prévenus, ils n'ont plus le droit à l'erreur!

André Gerin, maire honoraire de Vénissieux, ancien député à l'origine de la loi d'interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public, mettait une fois de plus en garde vis-à-vis de cette situation en France lors d'un colloque à Lyon en octobre 2014, avant les attentats de Charlie Hebdo: *«La violence se développe particulièrement dans les banlieues, et à travers une radicalisation politico-religieuse, des germes de guerre civile sont sous-jacents. Dans certains territoires, on observe un enfermement mental dans des schémas rigides, un endoctrinement tangible, un communautarisme certain et parfois même une application de la loi de la charia»*. Voilà qui est assez explicite!

On souligne que l'Europe n'a plus d'idéologie capable d'enthousiasmer, que l'on n'y croit plus à rien, en dehors de l'individualisme et du libéralisme et que, de cette perte du collectif, Daech en tire profit pour proposer à des individus en perte de repères un idéal, fut-il mortifère. Nous avons, si je puis dire, la chance par rapport à la Belgique d'avoir la laïcité, une République qui contient un beau projet commun pour peu qu'on le défende en levant les confusions, qui pourrait même servir de modèle de référence dans la lutte contre ce phénomène qui contamine les consciences, si on le voulait vraiment. Faut-il encore une volonté politique! Les élus ont besoin eux-aussi d'un projet de société cohérent qui indique une perspective générale, qui donne un sens nouveau à la démocratie locale et revalorise leur rôle, en termes de système de valeurs, de droits et de devoirs, de citoyenneté et d'actions. On entend aujourd'hui mettre en place une campagne de promotion des valeurs de la République qui participe de la prévention de la radicalisation, mais attention à ne pas laisser encore une fois un discours laxiste prendre le pas sur le niveau des exigences imposé par les circonstances, tout compromis se retournant nécessairement contre la République et donc, contre tous. C'est sans doute tout l'enjeu de la période qui s'ouvre.



[\(<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio)

Alexandre Devecchio (<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

[Suivre \(<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2540921>\)](http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2540921)

Journaliste au Figaro et responsable du FigaroVox. Me suivre sur Twitter : @

[\(\[https://twitter.com/Alex_devecch\]\(https://twitter.com/Alex_devecch\)\)](https://twitter.com/Alex_devecch)AlexDevecchio
